

Le conseil des États ne reconnaît pas les signes du temps

La décision du Conseil des États de rejeter la motion du PBD "Élargir la base démocratique des exportations d'armes" est regrettable et montre que le Conseil des États n'a pas reconnu les signes du temps.

Les conditions d'exportation du matériel de guerre nécessitent un soutien démocratique à large échelle. La motion du groupe PBD a demandé que le Parlement, donc les représentantes et représentants élus par le peuple, en assument à l'avenir la responsabilité.

En rejetant la motion, le Conseil des États a montré qu'il ne prend pas au sérieux les besoins de la population. Jusqu'à présent, plus de 120 000 personnes ont signé l'initiative de rectification. La population a clairement témoigné de sa position très critique envers un assouplissement des dispositions régissant l'exportation du matériel de guerre.

Ces derniers mois, les initiateurs de l'Initiative de rectification ont annoncé leur intention de se retirer si le Parlement inclut les points les plus importants de l'initiative dans la loi. Maintenant, l'initiative de rectification sera définitivement mise aux voix. Le rejet de la motion du PBD est donc une occasion manquée.

Renseignements :

Martin Landolt, conseiller national, 079 620 08 51

11.03.2019